

PASSER DE L'INTERÊT GÉNÉRAL A LA DEMOCRATIE

I- L'INVENTION DE L'INTERET GENERAL

Il y a en France toute une série de concepts qui sont issus des remaniements que la Révolution a eu à mettre en œuvre pour substituer une nouvelle légitimité à celle de la monarchie abattue. Certes, la Terreur a été plus emblématique de ces périodes où les légitimités antérieures s'effondrent et où seule la violence et le *tous contre tous* fondent les nouveaux rapports de pouvoirs.

Mais il faut bien en sortir et c'est tout le travail considérable des premières Assemblées qui l'a permis : le «peuple souverain », substitué à la souveraineté royale, «l'intérêt général » substitué au consentement du peuple.

Ces deux concepts puisés à la hâte auprès des philosophes des Lumières sont au fondement de l'idée française de République.

Façonnés par des élites qui se méfiaient du peuple réel - violent, imprévisible, ingouvernable - ces concepts consacrent, au fond, l'extériorité du pouvoir par rapport au peuple que les Lumières certes, réhabilitent et glorifient en le parant des attributs royaux, de la souveraineté et de fondement à l'intérêt général mais en ne retenant de ce peuple abstrait que l'individu singulier d'un côté, et la Nation une et indivisible, de l'autre.

Et donc, contrairement à la démocratie anglo-saxonne où l'Etat est le lieu où se règlent les compromis entre intérêts différents voire opposés de communautés légitimes, la République dans sa forme française est le lieu où les représentants du peuple *Souverain* mènent la politique de la *Nation* en poursuivant le but de servir l'Intérêt Général au *nom de la Raison* - illusion abstraite déiste et maçonne, « copié-collé » du rôle dévolu chez Saint Augustin au Souverain terrestre.

C'est l'intérêt général qui fonde la légitimité de l'Etat et le droit des gouvernants à agir au nom du peuple (encore une fois, dont on se méfie), par l'intermédiaire de ses représentants éclairés (c'est-à-dire, à l'époque, les bourgeois sachant lire et écrire).

Pour exercer ce rôle, la République a conçu, dès l'origine, un corps de Commissaires et d'agents de l'Etat, formés dans des écoles spécialisées pour constituer les élites républicaines (fondation des Grandes Ecoles, institutions si typiquement *exception française*).

Ces agents doivent assurer la défense et la promotion de l'intérêt général, par délégation du Politique, à côté de l'école publique chargée de former les sujets-citoyens lambda. L'école étant le lieu où se repèrent et sont sélectionnés les meilleurs éléments, dignes de pouvoir à leur tour servir l'intérêt général.

On voit combien ces idées impliquent une centralité de la vérité au sommet de l'Etat, opposé à la société et à toutes les formes du social trivial qu'il faut éradiquer : langues, pays, religions, traditions. Les membres de la Nation ne sauraient, comme tels, que défendre des intérêts particuliers.

Il faut extirper de l'homme concret toutes ses racines pour qu'il s'approche de l'idéal du citoyen, individu abstrait, mû par le seul intérêt général.

Il faut relire à cet égard ce grand révolutionnaire beaucoup plus connu à l'étranger qu'en France comme père des constitutions modernes et de la démocratie représentative que fut Sieyès.

II- INTERET GENERAL OU DEMOCRATIE ?

Aujourd'hui chacun comprend l'intérêt général comme le dépassement des égoïsmes et la légitimité de l'Etat comme sa capacité à répondre aux intérêts de la population. Mais la généalogie de ces concepts est nécessaire car ils sont toujours au principe de l'organisation de l'Etat en France.

Et cela permet de comprendre pourquoi ils sont aujourd'hui en crise dans un monde qui lui change, sous les coups de boutoir des progrès de l'éducation conçue comme un enseignement de masse et non plus d'une élite républicaine, de la démocratie conçue comme la participation du plus grand nombre à ses affaires, de la transparence conçue comme un rempart contre l'arbitraire de l'Etat.

Mais, de plus, ces concepts subissent aussi la concurrence de nouvelles légitimités, qui se sont construites dans nos sociétés modernes : avec l'Europe et la globalisation, et avec la multiplication des corps intermédiaires, l'autonomisation de la justice et de l'information et la décentralisation qui font apparaître d'autres lieux d'intérêt général légitimes dont les analyses et les décisions sont parfois contraires à celles de l'Etat.

La citoyenneté, elle-même, évolue avec l'affaiblissement des classes traditionnelles paysannes et ouvrières qui attendaient protection et justice de l'Etat tutélaire, et en contrepoint l'émergence des préoccupations humanitaires et d'environnement dans les nouvelles couches éduquées de la population.

Par ailleurs, l'évolution des mentalités n'autorise plus la transgression des règles par les puissants, comme manifestation de la puissance elle-même ; l'arrogance, les turpitudes des princes ne sont plus acceptées par une population qui attend de ses mandataires qu'ils donnent l'exemple par leur "vertu personnelle" qui ne se réduit plus à la *vertu républicaine*.

Ainsi, toute une série de comportements traditionnels de l'Etat sont interprétés de façon négative:

- l'arrogance de l'Etat ou de ses représentants faite de la distance entre le langage du pouvoir et celui de la vie quotidienne ;
- l'incapacité à entendre les injustices ressenties par tel ou tel groupe et le sentiment d'abandon des populations touchées par les mutations économiques et sociales ;
- la protection des puissants et de leurs amis, leur impunité et la professionnalisation de la politique qui font apparaître les politiques comme au-dessus des lois, avec leurs intérêts propres dont la logique échappe à l'intérêt général bien compris ;
- L'utilisation abusive de l'intérêt général par tout ou partie d'une administration qui s'appuie, suivant les cas, tantôt sur le politique, tantôt sur les règles administratives pour faire prévaloir son propre intérêt.

Mais on retrouve aussi la trace de ces dérives dans bien des attitudes à l'égard du pouvoir:

- Ainsi, l'idée de l'extériorité du pouvoir par rapport au peuple : ceux d'en-haut, du «château» auxquels on se remet ou contre lesquels on défile pour leur rappeler symboliquement la force immaîtrisable du peuple quand il descend dans la rue.
- Enfin elle explique l'idée que l'on retrouvera dans toutes les doctrines politiques qui se réclament de la République : la tentation de faire le bonheur du peuple, y compris contre

lui-même ; ou enfin, ce populisme bien français qui disqualifie ceux du «château », par définition étrangers au peuple.

Dans la disqualification du politique, aujourd'hui, on retrouve, pêle-mêle, tout cela :

- De la part des syndicats et des associations qui n'ont pas le sentiment d'être écoutés et se sentent ravalés au rang de «rustine» ou à celui de courroie de transmission du politique.
- De la part des professions en difficulté, dont les avis ne peuvent paraître qu'intéressés et à qui il ne semble rester que la manifestation violente et corporatiste pour se faire écouter.
- De la part des entreprises qui ont le sentiment d'avoir en face d'eux des «Monsieur-je-sais-tout» sur ce qu'il faudrait faire.
- De la part des citoyens qui, conscients de la complexité des problèmes, seraient prêts à faire confiance aux politiques, mais attendent que les réponses correspondent aux vrais problèmes et ne soient pas le résultat de rapports de forces entre administrations ou de l'arbitrage entre lobbies.

III- LA DEMOCRATIE ET LA GAUCHE SOCIALISTE

Le temps n'est plus où le gouvernement ou le Parti détenaient la *Vérité* avec un grand V, les progrès des connaissances ont heureusement mis fin à cette illusion.

Mais il faut encore se méfier de cette défiance à l'égard de l'Etat et du politique qui sape l'idée même de démocratie. Car, c'est l'Etat qui protège aujourd'hui les faibles et l'absence d'Etat qui permet l'oppression.

Il nous faut ainsi redéfinir la démocratie, comme le lieu privilégié de débats ouverts et transparents et non plus, comme l'apanage des élites qui s'imaginent prétentieusement tirer *le peuple vers l'excellence* qu'ils ont eux-mêmes déterminée contre la médiocrité où croupit quand il n'est pas dangereux ce *bon* peuple bien niais et sans culture.

Mieux, tentons l'expérience de mettre de côté pendant dix ans *l'intérêt général*, pour cause d'échec patent et développons les pratiques de la démocratie tout simplement. Dans la même veine, arrêtons de nous gargariser des mots de *République* et de *valeurs républicaines* que nous partageons avec tous les autres de Le Pen à Besancenot en passant par Chevènement.

Il faut repartir de l'unité de base, la commune et ses groupements, et redéfinir ensuite les autres niveaux, leurs compétences, les contre-pouvoirs à instituer pour assurer la transparence des décisions. Dans le même temps redéfinissons le rôle de l'Etat comme régulateur, coordonnateur, attentif aux particularismes et assurant la continuité avec le niveau européen.

Alors la Gauche retrouvera son sens de repérer et supprimer les inégalités et les injustices commises par qui que ce soit, contre qui que ce soit, au nom de quoi que ce soit.

Voilà, à mon avis, par où refonder la gauche et réconcilier les Français et la politique.

Pierre Lehalle

Le 25 janvier 2008